

14.02.2024

Lettre ouverte de l'European Milk Board asbl à la Commission européenne

Bruxelles, le 13 février 2024

Mme la Présidente de la Commission européenne,

M. le Commissaire à l'agriculture et au développement rural,

Nous nous adressons à vous par le biais de cette lettre ouverte car la situation que vivent les agriculteurs européens et la production de denrées alimentaires d'une part, ainsi que toute l'Union européenne d'autre part ne fait que s'aggraver de manière dramatique. Pas un jour ne passe sans son lot de vives protestations et d'actions d'agricultrices et d'agriculteurs dans toute l'Europe. Le soutien que la population témoigne à notre grande cause va croissant, tandis que celui qu'elle accorde aux institutions politiques et étatiques ne cesse de baisser.

Nous vous sollicitons à ce titre et souhaitons aussi vous proposer notre collaboration en vue de réformer le système agricole de façon efficace et durable.

Il est important que le cadre futur soit conçu de manière à entraîner des transformations et des réformes fondamentales.

- L'ère de la dépendance aux subventions publiques,
- l'ère de la production alimentaire non rentable et déficitaire pour les producteurs,
- l'ère où les agriculteurs quittent le métier par milliers et où les jeunes ne voient plus aucune possibilité de s'installer dans la profession -

→ **Cette ère est révolue.**

Profitions de cette nouvelle époque, profitons de cette opportunité pour réformer le système et les marchés agricoles, et préparons-les pour l'avenir. Le but de ces réformes doit être de **POUVOIR, EN TANT QU'AGRICULTEUR, GÉNÉRER UN REVENU VIA LE MARCHÉ.**

Étouffer provisoirement les protestations à coup de subventions et colmater les trous et déficits de façon purement précaire n'est pas une option durable. Les subventions et avantages fiscaux ne sont pas la solution, car ce sont des ressources finies. Ils peuvent être mis en place dans le cadre du *Green Deal* comme incitation et comme financement de mesures souhaitées, mais uniquement en les associant à des réformes qui s'appliquent sur le marché et qui veillent à ce que les agriculteurs puissent générer un revenu raisonnable sur le marché.

Pour cette raison, en tant que représentants de productrices et de producteurs qui veulent créer un avenir offrant des perspectives, nous ne nous inscrivons pas dans la logique de tous ceux qui souhaitent maintenir un système sans avenir. Car c'est bien justement ce système qui est à l'origine des protestations et qui continuera d'exploiter les agriculteur.trices.

Laissez-nous saisir l'occasion de discuter et de mettre en œuvre de réelles solutions possibles. Oui, ces solutions possibles s'appliquent sur le marché et chez les acteurs du marché. Elles résident dans la répartition des marges tout au long de la chaîne de valeur. Une chaîne tout au long de laquelle les denrées alimentaires génèrent de l'argent, argent qui ne parvient toutefois pas jusqu'aux agriculteurs et leurs familles. Le secteur agricole doit sortir de cette logique de dépendance à l'argent public et devenir un secteur équilibré où les marges sont équitablement réparties entre les acteurs de marché. Tant qu'on n'y sera pas, on ne fera que poursuivre la ligne actuelle qui nous a placés, nous producteurs, dans une situation indigne et qui a menés aux protestations qui secouent les différents pays et l'Europe tout entière.

Nous sommes à l'aube d'échéances électorales européennes et la grande insatisfaction des agriculteurs influera non seulement sur leurs choix électoraux, mais aussi sur ceux de pans entiers de la population. Seule une Union européenne capable d'offrir des perspectives à son agriculture saura susciter l'adhésion et le soutien. Si nous parvenons ensemble à donner la perspective de sécuriser durablement le revenu des producteurs sur le marché, la confiance sera acquise et par

là-même le renforcement de l'UE et de ses institutions. Pour y parvenir, la production de denrées alimentaires ne doit plus être un secteur non rentable, dépendant de subventions, comme d'une seringue de drogues, mais doit se transformer en activité rentable.

Ensemble, nous pouvons travailler à créer un marché agricole et un secteur agricole capables de convaincre les jeunes de se lancer dans le métier d'agriculteur, donnant aux agriculteurs la perspective dont ils ont besoin pour produire des denrées alimentaires pour nous tous en Europe. Si on ne s'y attèle pas, les agricultrices.teurs – piliers essentiels de notre société – continueront d'être écartés du système de valeurs de l'UE, avec toutes les conséquences négatives que cela peut induire pour eux-mêmes et leurs familles, ainsi que pour la production de denrées alimentaires et en définitive l'Union européenne dans sa totalité.

Nous vous invitons par conséquent à discuter ensemble des concepts à envisager pour mener ces réformes essentielles du marché agricole lors d'une rencontre prochaine et vous sollicitons en ce sens pour nous proposer des dates de réunion.

Recevez nos sincères salutations



Kjartan Poulsen, EMB President

[<<< back](#)